

6 Société et Culture

Examens et concours/Baccalauréat 2019

Les admissibles face aux épreuves orales du second tour

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

C'EST visiblement plus angoissés que les 10 873 candidats admissibles (toutes séries confondues) au baccalauréat, session 2019, ont entamé hier, mardi 9 juillet 2019, les épreuves orales du second tour de cet examen. Une ultime étape devant permettre à ceux d'entre eux qui le méritent d'obtenir le prestigieux sésame. Et, au même titre que leurs camarades admis au premier tour, de voir s'ouvrir devant eux les portes de l'Enseignement supérieur.

Ce dernier tournant du Bac 2019 a donc démarré sans incident majeur dans la plupart des centres d'examen de la commune de Libreville sillonnés hier par les reporters de L'union.

Du centre de composition de Bessieux en passant par l'Institut Immaculée Conception (IIC), Sainte Marie et bien d'autres, tout se déroulait parfaitement et aucun incident majeur n'a été relevé à notre passage en matinée. " Nous avons débuté la série des oraux ce matin, tout se passe bien. Les élèves y sont, les évaluateurs sont déjà à pied d'œuvre. Il n'y a rien de spécial à signaler (...) ", a confié le président du



La vérification des noms par l'équipe du secrétariat.

Photo : SNN



Des candidats attendant d'être interrogés au centre de Bessieux,...

Photo : SNN



Ambiance de l'oral vue dans une salle. Photo de droite : Alain Gervais Ndoba, président du jury du centre d'examen du Lycée Bessieux satisfait du déroulement des épreuves.

Photo : SNN



Photo : SNN

Jury du centre du lycée Bessieux, Dr Alain Gervais Ndoba.

Partout, les dispositifs sécuritaires sont également restés les mêmes qu'au premier tour. " Nous avons des agents de sécurité, en uniforme et en civil, qui circulent dans l'établissement et les surveillants ",

a rassuré le président du jury du centre immaculé, Dr Godefroy Nzengue.

Pour ces épreuves orales, il est donc demandé aux candidats de se démarquer tant par la restitution des savoirs acquis tout au long de l'année mais également par leur prestation devant les exa-

minateurs.

" Pour ceux qui ont choisi de passer les sciences économiques et sociales à l'oral, il sera question de juger le développement sur la mini-question de synthèse en y intégrant aussi la façon de s'exprimer, la manière dont l'élève arrive à dérouler les mécanismes,

c'est-à-dire expliquer et analyser les notions qui ont été vues en classe et qui font l'objet du sujet mais en fonction de la problématique soulevée ", a expliqué un examinateur de cette matière. Un procédé valable pour les autres matières dont le français

" L'oral du second tour repose sur ce que les élèves sont censés avoir vu en classe, c'est-à-dire la lecture méthodique qui intervient à l'écrit dans la première partie de l'exercice de type 2, le commentaire composé. Du coup ils ont des textes vus en classe avec les enseignants et c'est sur ces textes qu'on les interroge. Et pour les évaluer, il existe une grille sur laquelle il y a un nombre de points alloués à l'attitude générale de l'élève", a renchéri Mme Ondo, enseignante de français.

En clair, rien n'est donc gagné d'avance pour les 10 873 candidats qui affrontent jusqu'à vendredi ces oraux du Bac 2019, car si pour certains le plus dur est fait, pour d'autres en revanche le plus important reste à faire.

Santé/Soins attentifs pour le développement de la petite enfance

Vers la définition d'un cadre et l'élaboration des plans d'action nationaux

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Ce sont, entre autres, les objectifs de l'atelier régional d'orientation qui s'est ouvert hier à Libreville, et qui va réunir, jusqu'au jeudi 11 juillet prochain, les participants venus de 9 pays d'Afrique du centre et de l'ouest.

QUATRE-vingt professionnels de la santé maternelle et infantile, de la nutrition, et de l'éducation, venus de 9 pays d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Sao Tomé) et de l'ouest (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal) se penchent, depuis hier matin, à Libreville, sur les questions liées au développement de la petite enfance. Et ce, dans le cadre d'un atelier régional d'orientation sur l'opérationnalisation du cadre de soins attentifs par le secteur santé.

Les objectifs de cette rencontre conjointement initiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance



Les officiels à la cérémonie d'ouverture.

Photo : Frédéric Serge Long



Les participants viennent de 9 pays d'Afrique centrale et de l'ouest.

Photo : Frédéric Serge Long

(Unicef), le Réseau d'action pour le développement de la petite enfance (ECDAN/AFECN) sont, entre autres, d'élaborer les plans d'action nationaux spécifiques pour intégrer et institutionnaliser les soins attentifs dans les politiques et systèmes, et d'explorer les secteurs ou domaines avec des besoins de recherche et d'évidences.

Le développement sain des jeunes enfants dépend des soins attentifs prodigués. Or, plus de 200 millions d'entre eux dans le monde ne réussissent pas à développer tout leur potentiel. Ce qui signifie qu'investir dans le bien-être de la petite enfance est l'une des



Officiels et participants après l'ouverture de l'atelier.

Photo : Frédéric Serge Long

meilleures solutions qu'un pays puisse faire pour maintenir son équilibre

économique, promouvoir des sociétés pacifiques et durables, et éliminer l'ex-

trême pauvreté et l'inégalité. "De ce fait, le secteur de la santé a la responsabilité

de la petite enfance pour permettre aux enfants de prendre le meilleur départ possible dans la vie, car, les interventions en faveur de la santé atteignent les familles et ont donc un impact direct sur le développement des enfants", s'est exprimé, hier à la cérémonie d'ouverture, Dr Guy Patrick Obiang, secrétaire général du ministère de la Santé. "Dans le secteur de la santé, la couverture sanitaire universelle constitue un moyen essentiel de mettre en œuvre des politiques, des interventions et des services efficaces pour optimiser le développement des enfants", a relevé, pour sa part, Dr Daisy Trovoada, point focal OMS en matière de santé de l'enfant, de l'adolescent et de la nutrition.

Dans de nombreux pays, des services de santé et de nutrition, ainsi que des dispositions relatives à la sûreté et à la sécurité, sont déjà en place, mais leur portée et leur qualité doivent souvent être améliorées.